

Notes | Analyses

Regards sur la Chine

L'économie chinoise à l'heure de Thomas Piketty
Quels défis la pandémie pose-t-elle à la diplomatie chinoise ?

Zhiyuan Cui

[Résident EURICS, printemps 2020]

Zhiyuan Cui est professeur de sciences politiques à la *School of Public Policy and Management* de l'université de Tsinghua, à Pékin. Il a enseigné au MIT durant près de dix ans et a été professeur invité à l'université Cornell. Ses recherches actuelles portent sur l'économie politique chinoise et mondiale après la crise financière de 2008. Il a co-rédigé le premier rapport public de la Nouvelle Banque de Développement : *Le rôle des BRICS dans l'économie mondiale et le développement international* (2017). Ses récents essais ont été traduits en coréen sous le titre *Manifeste pour le socialisme petit-bourgeois* (2014). Depuis 2018, il est membre du comité académique du Prix Holberg.



©Cui

LA CHINE

DANS *CAPITAL ET IDÉOLOGIE* DE THOMAS PIKETTY

Note de la rédaction : *Capital et idéologie* n'a pas été publié en Chine, car l'éditeur chinois souhaitait que Thomas Piketty coupe certaines sections « sensibles » du livre. L'auteur a refusé de se prêter à cet exercice.

Comment le travail de Thomas Piketty est-il reçu en Chine ?

La version chinoise de son précédent livre, *Capital au 21^e siècle*, a reçu un accueil très positif. Le second, *Capital et idéologie*, n'a pas été publié et sans une traduction chinoise, les gens n'y auront pas facilement accès. J'ai publié un long compte-rendu critique en chinois de *Capital et idéologie* sur une plateforme d'information en ligne en Chine, le 31 août 2020. Mon compte-rendu a suscité beaucoup d'intérêt et a été largement diffusé sur l'Internet chinois et dans des groupes Wechat. L'idée de socialisme participatif de Piketty est particulièrement intéressante. Son observation selon laquelle la Chine est peut-être, aujourd'hui, la seule économie mixte au monde suscite également l'intérêt.

Que dit Piketty du système économique chinois ?

Piketty est critique, mais il avance aussi quelque chose de très positif concernant le système économique chinois. Actuellement, la Chine est presque la seule « économie mixte » du monde, avec une part de capital public d'environ 30 % du capital national. Piketty souligne que de 1950 à 1970, dans les pays occidentaux comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, les États-Unis et le Japon, le capital public avait une part similaire dans le capital national. Du fait des privatisations, du manque d'investissements dans les secteurs qui sont restés publics comme l'éducation et la santé, et de l'augmentation considérable des dettes publiques, la part du capital public dans le capital national est depuis tombée à presque zéro (moins de 5 %) dans la très grande majorité des pays occidentaux. Pour Piketty, une « économie mixte » avec une part de 30 % de capital public dans le capital national peut donner un réel avantage. Je le cite : « La Chine semble s'être installée sur une structure de propriété d'éco-

Pour Piketty, une économie mixte avec une part de 30 % de capital public dans le capital national peut donner un réel avantage.

nomie mixte : le pays n'est plus communiste puisque près de 70 % de la propriété est désormais privée, mais il n'est pas non plus complètement capitaliste car la propriété publique représente encore un peu plus de 30 % du total, ce qui est certes minoritaire mais tout de même très substantiel. Le fait de détenir près d'un

tiers de tout ce qu'il y a à posséder dans le pays donne à la puissance publique chinoise, sous la houlette du PCC, des possibilités d'intervention considérables, pour décider de la localisation des investissements et des créations d'emploi et pour mener des politiques de développement régional ». Mais Piketty s'empresse d'ajouter qu'« Il ne s'agit certes pas d'idéaliser la situation de la propriété publique en Chine, et encore moins de prétendre connaître le niveau "idéal" de la part du capital public dans une société juste. [...] En l'occurrence, le mode de gouvernance de la propriété étatique chinoise brille par son caractère vertical et autoritaire et peut difficilement tenir lieu de modèle universel ».

Pensez-vous que la Chine va faire évoluer ce modèle vertical et autoritaire décrit par Piketty ? Une plus grande passivité de l'État chinois en tant qu'investisseur se dessine-t-elle ?

Les dirigeants chinois semblent chercher à réduire le « caractère autoritaire vertical » de la gouvernance des biens publics. La *Résolution sur la réforme globale du Parti communiste chinois*, adoptée lors du 18e Congrès du Parti en novembre 2012, contient une phrase clé : « se concentrer principalement sur la gestion du capital de l'État ». Cela signifie que la microgestion des entreprises ne sera plus la tâche principale. L'État se comportera comme un investisseur de portefeuille plus ou moins passif, investissant des capitaux publics dans diverses entreprises, sans être nécessairement l'actionnaire majoritaire de chacune d'entre elles. Cela est censé ouvrir la possibilité d'une gouvernance d'entreprise plus « autonome » et moins « autoritaire » dans le secteur public chinois. Bien qu'il y ait encore un long chemin à parcourir pour mettre pleinement en œuvre cette résolution du parti, l'orientation de la réforme est au moins clairement énoncée. D'après moi, cet effort récent de la Chine pour établir un « État investisseur » plus ou moins passif est similaire à ce que le prix Nobel d'économie de 1977 James Meade a appelé « une forme de nationalisation à l'envers ». Ce que Meade avait à l'esprit était de renverser la politique de nationalisation menée en 1945 par le gouvernement travailliste britannique : celui-ci avait nationalisé de nombreuses entreprises en dédommageant les propriétaires privés par l'émission de dettes publiques. Comme Meade l'a souligné dans son livre *Liberty, Equality, and Efficiency* en 1993, le résultat final a été que le gouvernement a repris la tâche de microgestion des entreprises sans recevoir le rendement de la propriété

nationalisée, puisque « les anciens propriétaires privés ont continué à bénéficier du rendement de la propriété sous la forme d'intérêts sur la nouvelle dette nationale émise en compensation ». La « forme de nationalisation à l'envers » de Meade vise l'inverse : le gouvernement devrait recevoir, plus ou moins passivement, les rendements de la propriété publique bénéfique sans s'engager dans la micro-gestion d'une entreprise publique particulière.

Quels systèmes décrits par Piketty trouvez-vous particulièrement intéressants pour la Chine ?

L'exposé de Piketty sur le « système de codétermination » allemand et nordique où travailleurs et actionnaires partagent les pouvoirs dans les entreprises au-dessus d'une certaine taille est très instructif pour la Chine. La deuxième phrase clé de la Résolution sur la réforme globale de 2012 du Parti communiste chinois était d'« établir la communauté d'intérêts entre les propriétaires du travail et du capital en encourageant les travailleurs à détenir des actions des entreprises dans lesquelles ils travaillent ». Cet objectif s'appuie sur l'expérience des « coopératives d'actionariat » rurales (« 股份合作制 »), mises en place à partir des années 1980, à la suite du démantèlement des communes populaires. Dans de nombreuses régions rurales, les paysans avaient constaté que certaines « propriétés collectives » autres que la terre étaient physiquement indivisibles, sauf par destruction totale (par exemple, en détruisant un camion et en le vendant par morceaux). Ils avaient donc décidé d'émettre des parts individuelles pour chaque paysan, avec des conditions égales, tout en conservant une certaine proportion de « part collective » pour l'ensemble du village. C'est ainsi qu'est apparu le nom de « coopérative d'actionariat ».

En rendant hommage à Jean Monnet, Albert Hirschman fait une distinction entre pensée magique (« wishful thinking ») et espoir plein de réflexion (« thoughtful wishing »). Piketty utilise le terme « socialisme participatif » pour distinguer ses propositions de celles de l'ancienne Union soviétique et de la Chine actuelle. Il dit qu'il préfère « parler de "socialisme participatif" pour insister sur l'objectif de participation et de décentralisation et pour distinguer nettement ce projet du socialisme étatique hypercentralisé expérimenté dans les pays relevant au xx^e siècle du communisme de type soviétique (et encore à l'œuvre dans une large mesure au sein du secteur public chinois). » Je pense que le « socialisme participatif » de Piketty est une forme d'« espoir plein de réflexion ». L'avenir nous dira si mon espoir que la Chine reprenne les nombreuses propositions de réforme recommandées dans le livre de Piketty ne restera qu'une « pensée magique ».

Pour aller plus loin

Retrouvez l'intégralité du compte-rendu de lecture de **Zhiyuan Cui** sur eurics.eu ; plongez-vous dans *Capital et idéologie* de **Thomas Piketty**, Le Seuil, 2019, 1248 p.

Jens Damm

[Résident EURICS, automne 2020]

COVID-19 : UNE BATAILLE POUR CONTRÔLER LE RÉCIT INTERNATIONAL

Fin mars 2020, environ trois mois après le début de l'épidémie de COVID-19, le gouvernement chinois a annoncé sa victoire sur le virus. La « bataille » sur le terrain a peut-être été déclarée « gagnée » à Wuhan, mais la bataille pour le récit international se poursuit. Depuis que les États-Unis ont tenté de rattacher une nationalité au COVID-19 en le qualifiant de « virus chinois » et de « virus de Wuhan », la Chine est particulièrement désireuse de montrer au monde ses actions responsables. Sa communication au niveau mondial a commencé en janvier 2020, quelques semaines après que l'agent pathogène identifié comme un nouveau coronavirus ait été signalé pour la première fois en Chine. Le gouvernement central déclare alors lutter contre le COVID-19 avec tous les moyens disponibles. Du 20 janvier à la mi-mars 2020, un état de crise nationale est déclaré et les critiques internes sont contenues par le pouvoir. Mais de la mi-mars à la fin avril 2020, le gouvernement chinois fait face à de plus en plus de critiques venant de l'Occident. La Chine est accusée d'avoir dissimulé l'épidémie et fait pression sur l'OMS pour contribuer à la désinformation, tout en utilisant le COVID-19 pour gagner en influence, notamment par ce qui a été nommé « diplomatie des masques ». Les instituts Confucius, qui ont été officiellement créés pour promouvoir la culture et la langue chinoises, sont qualifiés de « chevaux de Troie » entièrement contrôlés par le Parti communiste chinois. Dans l'ensemble, la Chine est perçue comme cherchant à améliorer son image à l'étranger par la coercition et le chantage plutôt que par des moyens de persuasion légaux. Toutes ces allégations sont, dans un premier temps, courtoisement démenties. Mais de la fin avril à la mi-mai 2020, une offensive diplomatique, qualifiée de « loup guerrier », commence. En réponse aux critiques internationales, les diplomates de la République populaire de Chine (RPC) mènent des attaques rhétoriques inhabituellement dures contre diverses adresses étrangères, allant même jusqu'à être accusés d'exercer des pressions directes sur les médias étrangers.

Jens Damm est chercheur associé au Centre européen de recherche sur le Taiwan contemporain à l'université Eberhard Karl de Tübingen. Il est également membre du bureau de l'Association européenne d'études taïwanaises. Auparavant, il a été professeur associé à l'Institut supérieur d'études taïwanaises de l'Université Chang Jung à Tainan (2009-2019) et professeur assistant à l'Université libre de Berlin. De 2015 à 2017, il a été l'auteur du projet de recherche interdisciplinaire *China's Cultural Diplomacy: Role of Non-State Actors and Regional Variations*, subventionné par la Fondation scientifique tchèque GACR à l'Institut oriental de Prague. Ses recherches portent sur les nouveaux médias et Internet, les diasporas taïwanaise et chinoise, et les études de genre.

Dès la seconde moitié du mois de mai, on observe un retour à une rhétorique plus nuancée. La Chine se présente comme faisant partie d'un front uni comprenant l'Union européenne et les États de l'association des nations de l'Asie du Sud-Est, dans le cadre d'un ordre mondial multilatéral opposé à l'ordre mondial hégémonique des États-Unis. La RPC s'efforce maintenant de limiter les dégâts sur le plan diplomatique et la narration est plus strictement contrôlée. Lors de l'Assemblée nationale populaire du 24 mai, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi souligne par exemple la responsabilité ininterrompue de la Chine en tant que membre de la communauté internationale.

« La Chine s'est battue aux côtés du reste du monde »

Depuis mai 2020, la Chine présente sa gestion du COVID-19 comme extrêmement réussie. La publication la plus emblématique à cet égard est le livre blanc *Lutte contre le COVID-19 : la Chine en action* diffusé pour la première fois le 8 juin 2020 par le Bureau d'information du Conseil d'État chinois. Si certaines parties du livre blanc s'adressent clairement au public national, il comporte également un fort aspect international (il est publié à la fois en chinois et en anglais). Le livre blanc, dans la section IV intitulée « Construire une communauté mondiale de la santé pour tous », soutient que la « solidarité internationale » et le « multilatéralisme » étaient nécessaires pour faire face à la crise. En accord avec le discours de Xi Jinping sur la « communauté de destin de l'humanité » (*renlei mingyun gongtongti*), le livre blanc décrit comment « la Chine s'est battue aux côtés du reste du monde », conformément à l'idée que « la planète est une communauté à l'avenir partagé ». La Chine se décrit comme un partenaire multilatéral, coopérant dans les domaines de la science, de la technologie et de l'économie. Elle affirme séparer strictement les enjeux : la coopération scientifique ne serait pas occultée par des considérations politiques et économiques et vice versa. Suite aux vives critiques de la part des médias internationaux et de certains milieux universitaires, la gestion des Instituts Confucius a été transférée en juillet 2020 à une nouvelle « institution d'intérêt public » (*minjian gongyi zuzhi*) qui sera gérée par des universités nationales et étrangères, des entreprises et d'autres organisations non gouvernementales d'intérêt public, toutes indépendantes du ministère de l'Éducation.



©Damm

Lorsqu'elle évoque l'UE et le Royaume-Uni, la Chine maintient sur son territoire un discours soulignant la nécessité de la non-ingérence et de la coopération économique, décrite comme une situation gagnant-gagnant. Mais lorsqu'il s'agit des États-Unis, la logique de front uni se fissure. La diplomatie se caractérise ici par une critique plutôt agressive, en partie sarcastique, de la politique américaine en matière de COVID-19, ainsi que par un rejet direct des discours américains sur la Chine.

Démontrer une supériorité par rapport aux démocraties

À l'étranger, dans les publications officielles et les comptes rendus des médias sociaux des ambassades, le gouvernement chinois semble tenter de forger une opinion favorable à sa réponse politique au COVID-19. Il décrit le soutien de la population chinoise à la méthode chinoise, qui est décrite comme « fondée sur des preuves scientifiques ». La Chine tente d'inciter ses citoyens à l'étranger à promouvoir sa narration. Dans certains cas, comme l'ont rapporté le *Japan Times* et *Voice of America*, des étudiants chinois critiquant Pékin sur les médias sociaux étrangers ont même été contraints de soutenir publiquement leur gouvernement (risque de perdre leur bourse, menaces à leur famille en Chine). Néanmoins, les Chinois sont généralement désireux de souligner la meilleure gestion de la pandémie en Chine qu'en Occident. L'aggravation de la situation sanitaire en Europe et aux États-Unis est perçue sur les réseaux sociaux chinois comme une manifestation de l'échec de la gestion de la pandémie par ces pays. Le blâme que les États-Unis essaient de faire porter à la Chine est également mal accepté. Les médias chinois internationaux confrontent l'administration Trump, citant sa gestion de la pandémie et les mesures punitives prises à l'encontre des entreprises chinoises. Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo est particulièrement visé par les critiques, et de nombreux rapports sur le nombre croissant de décès aux États-Unis sont utilisés pour démontrer l'échec de la gestion américaine.

Le récit intérieur de la Chine semble être construit sur le fait que sa réponse à la pandémie est « rationnelle » et donc indirectement « meilleure » que celle de l'Occident, malgré sa démocratie et son libéralisme. Les actions rapides de la Chine sont notamment présentées comme une alternative à l'échec de la lutte contre la pandémie dans certains pays occidentaux sous un « leadership populiste ». Comme on peut le voir avec la version chinoise du Livre blanc, le vocabulaire utilisé est plus fort en Chine qu'à l'international. La Chine est décrite comme une « grande puissance » (*da guo*) et le vocabulaire dérivé de la guerre, tel que « bataille » et « combat », est beaucoup plus souvent utilisé. Il est intéressant de noter que les médias chinois ne mentionnent presque jamais d'autres réponses plus efficaces à une pandémie, par exemple en Corée du Sud et à Taïwan. Si elles sont mentionnées, c'est en mettant strictement l'accent sur les mesures médicales, et non sur les questions relatives aux différents systèmes politiques. Taïwan est même accusé de « chercher l'indépendance par l'épidémie ». Toutefois, l'acteur principalement montré du doigt demeure l'administration Trump et non Taïwan. Pour crédibiliser son propos sur la supériorité de sa méthode, la Chine devra mettre fin aux restrictions sociales plus tôt que la plupart des autres pays, réduire les difficultés économiques résultant de la pandémie et établir une structure sanitaire plus efficace (y compris de nouveaux hôpitaux). Mais la Chine gardera probablement ses frontières strictement fermées pendant une période beaucoup plus longue que les pays occidentaux, jusqu'à ce que la pandémie soit terminée, ce qui entraînera des difficultés pour la classe moyenne chinoise qui s'est habituée à voyager fréquemment, tant pour les affaires que pour le tourisme. La diplomatie publique de la Chine pourrait être mise à mal par ces défis intérieurs.

Pour aller plus loin

Lisez l'article de **Jenns Damm** en anglais et en français et découvrez des contenus complémentaires sur eurics.eu

L'Institut européen d'études chinoises (European Institute for Chinese Studies - EURICS) est un institut qui vise à renforcer les capacités européennes de recherche et d'analyse sur la Chine. Il a pour objectif de renforcer la coopération au centre d'un réseau de centres de recherche européens et de groupes de réflexion sur la Chine, afin de contribuer à une meilleure compréhension des défis que pose aux Européens la montée en puissance de la Chine et à forger des scénarii de réponses possibles.

EURICS soutient les recherches sur la Chine ancienne, médiévale, moderne et contemporaine, et aussi les études sur les dynamiques actuelles de la société, de l'économie et de la culture de ce pays. S'inspirant du modèle des Instituts d'études avancées en sciences humaines et sociales, il permet l'accueil de chercheurs de haut niveau travaillant

sur la Chine pour une période allant de trois à dix mois, quelles que soient leurs thématiques de recherche et leur nationalité. EURICS développe des programmes d'activités communs en tirant parti de sa dimension européenne.

EURICS est un institut qui jouit d'une indépendance institutionnelle, scientifique et budgétaire qui garantit l'autonomie de la recherche, des analyses et des débats en son sein. **Les opinions exprimées par les auteurs ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut européen d'études chinoises.**

EURICS.
欧洲中国研究院 European
Institute
for Chinese
Studies

Direction éditoriale :
Aurélie Louchart
Olivier Bouin
Sébastien Colin
Alain Peyraube
www.eurics.eu
@EURICS1